

CONSULTATION PUBLIQUE DU 21 DÉCEMBRE 2017 N 2017-19 RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE L'ACCÈS REGULE DES TIERS AUX STOCKAGES SOUTERRAINS DE GAZ NATUREL EN FRANCE

Madame, Monsieur,

Je vous prie de trouver ci-dessous les réponses de SAVE à la consultation publique du 21 décembre 2017, n° 2017-019.

Question 1 *Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?*

SAVE est favorable aux principes décrits par la CRE à l'exception de la prise en compte des immobilisations en cours, qui n'avaient pas été prises en compte lors de la mise en place de la régulation pour les autres infrastructures gazières. Par ailleurs, les investissements décidés unilatéralement par les opérateurs sans validation du régulateur ne devraient pas venir alourdir le coût de la réforme pour les clients finals.

Question 2 *Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?*

Nous ne voyons pas d'inconvénient à la mise en place d'un CRCP.

Question 3 *Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?*

SAVE est favorable à une première période de régulation courte, de 2 ans, afin que les premiers enseignements soient rapidement tirés et puissent être pris en compte pour la période suivante.

Question 4 *Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?*

Compte tenu des délais particulièrement courts, SAVE est favorable à un cadre tarifaire basé sur un tarif 100% au CRCP avec apurement dans la limite de +/- 5% du revenu autorisé. Ce fonctionnement devra toutefois s'accompagner d'un contrôle des charges engagées par les opérateurs, qui devrait faire l'objet d'une publication publique.

Question 5 *Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?*

Nous ne sommes pas favorables à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation. Nous considérons en effet que dans le nouveau cadre réglementaire il est du devoir des opérateurs de commercialiser leurs capacités avec un prix de réserve sous la valeur marché des produits. Or dans ce cas, les opérateurs n'ont plus la main sur la réussite de leur commercialisation.

Dans le cas où une régulation incitative serait mise en place, nous pensons que celle-ci ne devrait pas dépendre des prix de marché. A ce titre, nous favoriserions la seconde proposition de la CRE, consistant en l'attribution de bonus fixés ex-ante.



Question 6 *Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE*

Nous n'avons pas de remarque concernant les modalités de calcul de la BAR.

Question 7 *Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?*

Nous n'avons pas de modalité alternative à proposer.

Question 8 *Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?*

Nous n'avons pas de remarque sur les fourchettes de taux de rémunération des actifs et nous sommes d'accords avec l'analyse de la CRE et la comparaison avec l'activité des terminaux méthaniers.

Question 9 *Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?*

Nous n'avons pas de remarque concernant les fourchettes de charges de capital.

Question 10 *Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?*

Nous n'avons pas de remarque concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation.

Question 11 *Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?*

SAVENote que les niveaux de revenus autorisés demandés par les opérateurs sont très élevés, alors même que leur activité ne représente pas plus de risque que n'importe quel opérateur d'infrastructures gazières, dont les réseaux ou les terminaux méthaniers. Par ailleurs, ces revenus garantis, si autorisés, viendraient situer le coût de la sécurité d'approvisionnement pour le consommateur à un niveau très proche du modèle actuel.

Question 12 *Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?*

Nous comprenons la position de la CRE qui, compte tenu des délais serrés pour la mise en place de la réforme, souhaite conserver l'assiette en vigueur dans le système actuel. Nous comprenons aussi l'impact politique de la décision consistant à ne pas inclure les clients du réseau de transport dans cette assiette. Malgré tout nous considérons que ces clients participent, au même titre que les clients du réseau de distribution, à la consommation globale du système gazier en période de pointe. Nous considérons donc logique le fait que ces clients devraient également participer au financement de la sécurité d'approvisionnement.

En conséquences, nous sommes favorables à la définition des clients protégés retenue par la CRE (qui n'inclue donc pas les sites interruptibles et/ou délestables), mais considérons que cette définition devrait être appliquée à tous les consommateurs quelque soit leur mode de raccordement au réseau (transport et distribution).

Question 13 *Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?*

Parmi les 2 méthodes proposés, SAVE est favorable à la seconde : « capacités souscrites – consommations moyennes journalières » qui a l'avantage d'être plus transparente et de se rapprocher davantage des besoins réels de modulation des sites consommateurs.

Question 14 *Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?*

Nous souhaitons porter à l'attention de la CRE le fait que l'utilisation de la CAR et non de la consommation annuelle introduit un biais selon la situation géographique des

sites consommateurs. Cette situation est regrettable dans le cadre du financement de la sécurité d'approvisionnement nationale car les consommateurs du sud subventionnent alors le système au-delà de leur besoin, au profit des consommateurs situés dans des régions plus froides.

Par ailleurs, lors de l'atelier stockage du 13 octobre 2017, une troisième méthode avait été proposée par les acteurs dans laquelle l'assiette client serait égale à la CJA/CJN du site. Cette méthode à l'avantage d'être très simple, et donc facilement compréhensible par les consommateurs, de prendre en compte la modulation des clients, le terme de capacité étant répercuté sur le prix de la molécule selon l'utilisation de la capacité, et de se rapprocher des besoins réels du système, la CJA/CJN étant dimensionnée selon le besoin maximal de chaque site de consommation. Si cette méthode devait être étudiée, SAVEy serait davantage favorable qu'aux deux méthodes présentées ici.

Question 15 *Etes-vous favorable, à la proposition de GRTGaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?*

SAVE est favorable à la proposition de GRTGaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage. Cette méthode est plus équitable et plus transparente.

Question 16 *Etes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?*

Nous sommes favorables aux principes généraux envisagés par la CRE selon lesquels la priorité est donnée à la maximisation des souscriptions qui, étant donné les délais serrés de mise en place, devra s'appuyer sur des offres commerciales dans la continuité des précédentes.

Question 17 *Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100 % des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?*

SAVE est favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines.

Question 18 *Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?*

SAVE est favorable à l'option A.

Nous rejoignons l'avis des autres acteurs sur les conditions de couverture sur le marché qui ne sont pas optimale le vendredi (liquidité moindre en fin de journée et activité déjà chargée par les besoins de dispatching du week-end). Nous ne sommes en revanche pas opposés à ce que des enchères soient organisées le Lundi.

Concernant le nombre de jours d'enchères par opérateurs, nous sommes favorables à ce que chaque opérateur ait 2 jours d'enchère la première semaine. Pour la suite du calendrier, nous sommes favorables à ce que les volumes mis aux enchères quotidiennement restent raisonnables. A ce titre, les 12,5 TWh envisagés pour Storengy nous apparaissent comme un maximum à ne pas dépasser.

Question 19 *Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?*

Nous sommes favorables à la règle proposée par la CRE. Néanmoins, comme indiqué précédemment, la capacité maximale mise aux enchères quotidiennement fixée à 14 TWh nous paraît élevée.

Question 20 *Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?*

Nous sommes favorables à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits proposés. Par soucis de simplification pour cette première commercialisation, les offres commerciales doivent s'inscrire dans la continuité des précédentes et être connu en amont des enchères. A ce titre, SAVE est favorable à la proposition de Storengy de ne plus permettre aux opérateurs de modifier leurs offres moins de deux semaines avant le début des enchères



(caractéristiques des produits fixées pour toute la période).

Question 21 *Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?*

Dans la perspective de maximiser les souscriptions, SAVE est favorable à la possibilité de transférer une capacité non attribuée sur une autre enchère du même produit.

Nous ne sommes pas opposés à la possibilité de transférer la capacité non souscrite sur un autre produit, mais nous souhaitons que cela soit encadré et que les modalités d'un tel transfert soient explicitées en amont de la période d'enchères. Si un tel transfert peut modifier l'offre commerciale de la nouvelle enchère, la stratégie de souscription des acteurs pourrait en être affectée.

Question 22 *Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?*

Nous sommes favorables à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne soit commercialisé avant la fin des enchères. Dans le but de maximiser les souscriptions il est important que les opérateurs maximisent les capacités proposées au marché. Nous pensons que cette proposition poussera les opérateurs à proposer un plus grand volume de produits standards.

Question 23 *Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?*

Nous sommes favorables à la proposition de la CRE.

Question 24 *Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?*

Nous comprenons la position de la CRE concernant le calendrier d'enchères déjà très contraint. Néanmoins nous considérons que dans l'optique de maximiser les souscriptions pour les prochaines années, et donc de remplir une partie du besoin pour la sécurité d'approvisionnement, il devrait être laissé la possibilité aux opérateurs d'organiser des enchères pluriannuelles si les clients y sont favorables, dans le cas où les conditions de marchés seraient propices par exemple.

Question 25 *Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes ?*

Compte tenu du calendrier d'enchères serré, nous sommes favorables à la mise en place d'enchères à fixing pour la première année. Fort du retour d'expérience de cette première commercialisation, nous souhaitons qu'un examen soit fait à l'issue des enchères et qu'une consultation soit organisée concernant le type d'enchères des années suivantes.

Question 26 *Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?*

Nous sommes favorables à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared.

Question 27 *Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?*

Nous sommes favorables à la méthode d'expression de la demande proposée. Nous souhaitons que cette méthode soit exposée de la façon la plus claire possible lors des enchères afin de lever toute confusion possible concernant les volumes demandés entre 2 points.

Question 28 *Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?*

Nous sommes favorables à la méthode de fixation de l'enchère proposée par les opérateurs. Quelque soit la décision finale nous souhaitons que cette méthode soit expliquée de la façon la



plus claire possible en amont des enchères pour lever toute confusion possible dans la stratégie d'enchère des acteurs.

Question 29 *Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?*

Nous sommes favorables à ce que, compte tenu du calendrier serré, les opérateurs soient libres de commercialiser les capacités sur la plateforme de leur choix pour la première année. Toutefois nous souhaiterions que les opérateurs travaillent ensemble à ce que les plateformes soient semblables en termes de fonctionnement et de présentation afin d'éviter toute confusion pour les acteurs.

Question 30 *Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?*

SAVE est très favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère.

Question 31 *Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?*

Nous sommes très favorables à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour l'ensemble des produits.

Par ailleurs, nous comprenons la position de la CRE et des opérateurs concernant les prix de réserve négatifs, mais nous portons à leur attention le fait que la valorisation d'un stockage dépend majoritairement des prix de marchés saisonniers, et qu'en cas de changement de paradigme sur ce point, certes peu probable aujourd'hui, un prix de réserve positif ou nul pourrait remettre en cause l'ensemble du système mis en place pour la sécurité d'approvisionnement du pays.

Question 32 *Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?*

SAVE n'est pas favorable à ce que les prix de réserve tiennent compte de la performance des produits. Nous pensons en effet que les opérateurs peuvent avoir une valorisation de cette performance différente des acteurs et prendraient alors le risque de surévaluer cette performance ce qui aboutirait à l'échec des enchères. Nous pensons également que la valeur des performances des différents produits se retrouvera mécaniquement dans les résultats des enchères. Enfin, les produits les plus performants étant les plus intéressants pour la plupart des acteurs nous pensons que cette mesure n'aurait que peu d'intérêt car elle servirait davantage à protéger contre une sous-valorisation de ces produits, compte tenu de l'intérêt du marché, est très improbable qu'à en faire de même pour des produits moins performants pour lesquels le risque d'une faible demande est plus important.

Question 33 *Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?*

SAVE est favorable à la proposition de Storengy de minorer les prix de réserve pour les produits situés en zone TRS. Nous pensons que la proposition de TIGF n'a pas de sens car le risque de voir un prix de réserve supérieur à la valeur marché des produits situé en zone Nord serait alors réel et mettrait en péril leur commercialisation.

SAVE souhaite porter à l'attention de la CRE que le risque d'une valeur marché négative pour certains stockages situés en zone TRS est réel, et qu'un prix de réserve positif ou nul, même minoré selon la proposition de Storengy, pourrait aboutir à l'échec des enchères pour ces produits. Nous considérons qu'une meilleure solution pour corriger l'effet de la mise en place de la TRF serait de modifier la valorisation du produit que pourraient en faire les acteurs, en agissant sur les coûts au PITS ou sur les coûts d'injection, afin de minimiser le prix des injections en zone TRS, et rendre ainsi la valeur du produit plus probablement positive.



Question 34 *Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?*

Nous sommes assez sceptiques quant à la formule et aux constantes proposées par Storengy pour les raisons suivantes :

- La valorisation des performances du stockage en fonction de la durée du soutirage paraît arbitraire et ne prend pas en compte les prix de marchés. En effet, si cette formule tente effectivement de refléter une valeur extrinsèque des stockages, en valorisant la possibilité de profiter des mouvements de prix court terme, elle ne prend pas en compte, par exemple, la déformation du spread Winter/Summer valorisés pour la couverture de ces produits (valeur intrinsèque). Un acteur de marché disposant d'un stockage se remplissant et se vidant un 1 mois par exemple, valorisera cette valeur par le spread entre le mois d'hiver le plus cher, et le mois d'été le moins cher, et non plus en fonction des prix des saisons standards de 6 mois.
- Les constantes de localisation, marge et décote, si elles sont justifiées, semblent totalement arbitraires et peuvent à ce titre s'éloigner de la valorisation des acteurs.
- L'utilisation d'une moyenne sur 5 jours du spread saisonnier implique le risque d'utiliser une valeur qui ne corresponde pas aux conditions de marché du jour d'enchères.

Question 35 *Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?*

SAVE est favorable à la proposition de Storengy.

Question 36 *Etes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?*

SAVE est favorable à la création de la « Concertation Stockage » sur le format proposé.

Question 37 *Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?*

SAVE est favorable au calendrier proposé par la CRE pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années.

